

COMMUNIQUE FINAL

11^{EME} PLATEFORME DE PARTENARIAT DU PROGRAMME DETAILLE DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AFRICAINE (CAADP PP)

**«De la parole aux actes: réaliser les engagements de Malabo sur l'agriculture pour
l'autonomisation des femmes et le développement »**

25 au 26 mars 2015

Johannesburg, Afrique du Sud

INTRODUCTION

1. La 11ème réunion de la plateforme de partenariat du Programme de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) a été organisée par la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (Agence du NEPAD) du 25 au 26 mars 2015. Elle a été hébergée par le Gouvernement de la République d'Afrique du sud et s'est tenue à l'Hôtel Birchwood, à Johannesburg en Afrique du Sud.

2. La réunion de la Plateforme de partenariat a été organisée sur le thème: "de la parole aux actes: réaliser les engagements Malabo sur l'agriculture pour l'autonomisation des femmes et le développement". La réunion a été suivie par plus de 400 participants dont des représentants de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence du NEPAD, des Communautés économiques régionales (CERs) et des Etats membres de l'UA. Des représentants des organisations agricoles nationales, régionales et continentales; des délégués d'institutions académiques, de la recherche, de la formation et des institutions de plaidoyer, des centres internationaux de recherche agricole, des organisations non gouvernementales, des institutions du secteur privé, des organisations de jeunes africains, des médias et des représentants des partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux ainsi que des fondations privées internationales y ont participé.

3. La Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de la CUA, SE Mme Tumusiime Rhoda Peace et le secrétaire exécutif de l'Agence du NEPAD, Dr Ibrahim Assane Mayaki ont représenté la CUA et l'Agence du NEPAD, respectivement. Ils ont insisté sur les progrès réalisés depuis la 10^{ème} réunion de partenariat du PDDAA, notamment l'adoption de la Déclaration de Malabo, l'élaboration de la stratégie et de la feuille de route de mise en œuvre de Malabo et la définition du Programme de travail pour traduire les engagements de la Déclaration de Malabo en actions concrètes. De surcroit, ils ont appelé à un changement d'approche pour accélérer le passage de processus et de planifications à la mise en œuvre concrète d'interventions de politiques économiques et de réformes institutionnelles en concentrant les efforts sur la lutte contre la marginalisation structurelle des femmes pour assurer la croissance et la transformation de l'agriculture.

4. Des discours ont été prononcés par le Professeur Edith de Vries, directrice générale au ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, Afrique du Sud, Dr Theo de Jager, Président de l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) et de la SACAU, M. Roberto Ridolfi, Directeur pour la croissance et le développement durables à la Commission européenne et représentant du Groupe des partenaires au développement. Les interventions ont souligné le besoin de passer à des actions pratiques susceptibles de traduire dans des programmes et projets les leçons apprises des dix premières années du PDDAA. De plus, elles ont insisté sur l'importance de la capitalisation des connaissances, de porter l'attention sur l'application des politiques et des réformes institutionnelles ainsi que l'adoption d'une approche inter-sectorielle de la coordination et de la coopération et de l'incorporation d'une composante de redevabilité mutuelle lors de la conception et la mise en œuvre des programmes.

5. D'autres interventions sont venues de différents partenaires dont M. Christoph Rauh, Chef de Division pour l'Afrique à la BMZ, (Allemagne); M. Bukar Tidjani, directeur général adjoint de la FAO, responsable pour l'Afrique, M. Bashir Jama d'AGRA, M. Daniel Gad, représentant du secteur privé africain, Dr.Yemi Akinbamijo, Secrétaire exécutif du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Les délégués se sont engagés à soutenir la mise en œuvre du PDDAA lors de la prochaine décennie en s'alignant sur la Déclaration de Malabo et le Cadre de résultat du PDDAA. Ainsi, certains engagements ont été pris, notamment la promesse par l'Union européenne de soutenir une initiative continentale de financement de l'agriculture qui sera lancée en juillet 2015 et l'engagement, par le FARA, de soutenir la traduction en innovations et interventions pratiques des résultats de la recherche.

6. S'agissant de la première plateforme de partenariat du PDDAA après la Déclaration de Malabo, et à la lumière du thème de l'UA pour l'année 2015 sur l'autonomisation des femmes et le développement, la 11ème réunion de la plateforme du PDDAA avait prévu de réfléchir aux moyens de traduire les engagements Malabo en actions et activités concrètes à tous les niveaux, en mettant l'accent sur l'égalité dans l'accès aux ressources et aux opportunités pour les femmes. En conséquence, la réunion a sollicité les contributions des participants d'abord sur les priorités, l'architecture puis les soutiens associés à la mise en œuvre du PDDAA nécessaires aux instances africaines à court et moyen terme pour atteindre les buts et les objectifs de Malabo.

7. Afin de faciliter des discussions approfondies et les réflexions, la réunion de la PP comprenait des séances de discussion en parallèle, structurées autour de cinq sous-thèmes couvrant les cinq engagements de la Déclaration de Malabo, à savoir: i) éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2025; ii) assurer une croissance et une transformation agricoles inclusives pour l'autonomisation des femmes; iii) stimuler le commerce intra-africain; iv) renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité au changement climatique et à d'autres risques grâce à l'autonomisation des femmes; et v) garantir la responsabilité mutuelle pour les actions, les résultats et les impacts. Pour préciser les rôles et les responsabilités, ainsi que la recherche de plus d'engagement de la part des différentes parties prenantes au PDDAA, les différents représentants ont eu l'occasion d'exprimer leurs vision sur le rôle et les responsabilités de leur organisation dans la nouvelle phase de mise en œuvre du PDDAA.

8. Dix réunions se sont tenues en marge de la PP du PDDAA, organisés par différents groupes de parties prenantes. On peut citer une réunion sur la coalition des Acteurs non étatiques du PDDAA (CNC) qui a été officiellement lancée le 24 Mars 2015, une réunion du Pilier IV du PDDAA, une réunion du Conseil d'administration de la PAFO, une réunion du groupe des donateurs (DPTT), une réunion sur «Améliorer la gouvernance des terres pour la transformation inclusive et durable de l'agriculture», une réunion sur l'Agriculture intelligente face au changement climatique; une réunion du Programme de sécurité alimentaire et nutrition du PDDAA, une réunion sur les investissements dans l'agriculture organisée par AGRA, une réunion de sensibilisation sur le guide de l'UA révisé sur le suivi et la mesure des dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture et enfin la réunion d'affaires (Business meeting) du PDDAA.

RESUME DES PRINCIPAUX MESSAGES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION DE MALABO

9. La 11^{ème} plateforme du PDDAA souligne le fait que la Déclaration de Malabo requiert le plus haut niveau de leadership et place le développement agricole dans le contexte plus large de la transformation structurelle de nos sociétés. La Déclaration est le cadre principal que les dirigeants africains ont établi et qui combine des objectifs spécifiques en vue de la réalisation de la transformation agricole en Afrique.

10. L'importance de la Déclaration de Maputo en 2003 a été reconnue pour l'accent qu'elle mettait sur le renforcement des moyens de parvenir à une croissance dans le secteur agricole. Les déclarations et discours liminaires ont insisté sur le fait que la stratégie à mettre en œuvre ne peut désormais pas simplement viser à faire plus de planification et d'investissement. Bien que des actions et des améliorations dans ce sens soient encore nécessaires, le changement ne peut venir que d'un accent plus fort mis sur les réformes de politiques économiques et de capacités institutionnelles. Il a également été souligné que c'est par la création d'un environnement économique qui stimule les initiatives - notamment par la mise en œuvre de politiques transparentes et prévisibles - et en même temps par la régulation des marchés afin de faire face à leurs défaillances que seront atteints les résultats prévus. Il a été mentionné que l'on devait mettre davantage l'accent sur les agriculteurs et les entrepreneurs comme acteurs essentiels de la conception et de la mise en œuvre des interventions.

11. La PP a également insisté sur quatre convictions, à savoir: i) le soutien aux petits agriculteurs en vue de leur transformation en exploitants modernisés est l'un des moyens les plus efficaces pour intensifier la production et assurer un effet d'entraînement en termes de création d'emplois; ii) l'importance de tirer profit de la croissance du marché intérieur et de réduire la dépendance alimentaire compte tenu des marchés mondiaux instables, en promouvant une orientation vers la préférence régionale; iii) la résilience des conditions d'existence et des organisations sera augmentée non seulement grâce aux mécanismes d'adaptation mais aussi par la promotion de mesures de réduction des risques et des chocs en particulier pour améliorer le fonctionnement des marchés; iv) la gestion des ressources naturelles doit reposer sur la participation accrue des communautés locales.

12. La rencontre a souligné l'importance de renforcer les capacités des parties prenantes du PDDAA pour atteindre les engagements Malabo, compte tenu des nouvelles perspectives et de l'accent mis sur les résultats et les impacts. En outre, la mise en œuvre d'options de politique économique et d'un ensemble d'instruments d'accompagnement doivent être développés à travers des débats inclusifs et des évaluations de faisabilité approfondies en s'appuyant sur la science, les technologies, l'innovation et les techniques numériques et de communication. À cet égard, trois facteurs spécifiques ont été soulignés pour favoriser le changement dans la façon de mettre en œuvre des politiques: Premièrement, les institutions doivent être renforcées et cohérentes dans la façon dont elles conçoivent et mettent en œuvre des politiques; deuxièmement, il faut faire attention aux capacités des agriculteurs à la lumière de l'émergence d'un secteur privé puissant dans l'agriculture; troisièmement, le partenariat devrait se traduire dans la promotion de la voix des principaux intervenants notamment des femmes et des jeunes.

13. Le cadre de résultats du PDDAA a été reconnu comme document de référence pour la conception et la mise en œuvre des initiatives visant à la réalisation des objectifs de Malabo. Tous les partenaires ont été appelés à aligner leur soutien au développement de l'agriculture africaine avec le cadre de résultats du PDDAA.

14. Quatre défis majeurs à la réalisation des objectifs de Malabo ont été notés: d'abord, alors que les Africains et les partenaires ont des objectifs communs en matière de transformation de l'agriculture, les Africains ont des obligations spécifiques de mise en œuvre lorsqu'il s'agit de traiter des politique économique; deuxièmement, le succès viendra de la mobilisation interne des parties prenantes grâce à des mesures et instruments adaptés comme les mécanismes de redevabilité mutuelle pour lesquels les pays sont encouragés à développer le cadre de résultat au niveau national; enfin, il est nécessaire de re-mobiliser les instances africaines et les partenaires en faveur du financement du développement agricole et de tirer parti du nouveau dynamisme du secteur privé favorisé par la mise sur pied de politiques économiques plus favorables aux actions collectives visant l'auto-financement.

15. Les diverses déclarations ont en outre rappelé que la discrimination entre les sexes n'est pas seulement préjudiciable aux femmes agricultrices, mais aussi au développement économique et social de tous. À cette fin, l'autonomisation des femmes n'est pas seulement une question de justice économique, mais aussi d'efficacité. Par conséquent, les actions pour remédier à la discrimination dans l'accès aux ressources et aux moyens de production ou à la marginalisation des groupes spécifiques tels que les femmes, les jeunes et les petits agriculteurs doivent être au cœur des politiques économiques si les objectifs Malabo doivent être réalisés.

RECOMMANDATIONS POUR LA REALISATION DE MALABO SELON LES CINQ ENGAGEMENTS PRIORITAIRES

16. Des recommandations ont été formulées par les groupes de travail pour renforcer la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo selon cinq sous-thèmes.

17. Le groupe de travail sur l'élimination de la faim et de la malnutrition en Afrique en 2025 :

- appelle à l'intégration d'objectifs et d'indicateurs de nutrition explicites dans la conception des programmes agricoles et l'établissement de systèmes d'information solides pour la prise de décisions et l'amélioration des politiques ;
- exprime la nécessité de promouvoir la diversification des systèmes alimentaires au-delà de céréales et de promouvoir d'autres cultures telles que les cultures indigènes et orphelines ainsi que de mettre l'accent sur l'horticulture, la pêche, l'élevage et la forêt ;
- insiste sur la nécessité d'accroître les investissements dans la production de cultures alimentaires qui sont riches en vitamines et minéraux voire de la bio-fortification.
- note que les facteurs macro-économiques de l'insécurité alimentaire et l'amélioration du fonctionnement des marchés régionaux joueront un rôle important dans la réduction de l'impact perturbateur des marchés mondiaux (par exemple l'instabilité des prix) à travers la promotion de la consommation de produits locaux et le soutien aux marchés locaux ;
- recommande la promotion de l'éducation sur la nutrition à destination des secteurs et communautés concernés, le développement de la gestion et du partage des connaissances ;
- appelle à une approche multi-sectorielle et à la mobilisation de ressources financières dédiées à la promotion des objectifs nutritionnels ;
- appelle à l'utilisation de fertilisations adéquates en micro-éléments (par ex. zinc et fer) qui auront un impact sur la nutrition humaine ;
- recommande fortement la rédaction dans le cadre du PDDAA d'un document de sensibilisation à la nutrition aux côtés du Cadre de résultat et du Programme de travail du PDDAA.

18. Le groupe de travail sur la croissance agricole inclusive et la transformation

- soutient une approche double pour une croissance inclusive : la production primaire et la valeur ajoutée ;
- recommande l'élaboration de politiques et de réglementations pour garantir l'accès aux moyens de production (terre, crédit) comme moyen d'encourager les jeunes et les femmes à participer à l'agriculture ;
- appelle à la mise en œuvre de mesure d'amélioration des capacités pour s'engager dans l'agriculture par la formation technique, professionnelle et entrepreneuriale ;
- appelle à la mise en œuvre de mesures de réduction des risques productifs et économiques de manière à encourager les pêcheurs, agriculteurs, /éleveurs et transformateurs à investir et à adopter des innovations ;
- propose l'établissement de cadres réglementaires qui encouragent le développement de services de crédit et d'assurances (par exemple, avec des récépissés d'entrepôt), ainsi que des interventions visant à atténuer l'instabilité des marchés et éliminer les barrières internes non commerciales ;
- recommande la mise en place de mesures favorisant l'accès aux intrants et l'établissement à court terme de politiques de commercialisation des engrais dans tous les pays, y compris le recours à des politiques «intelligents» de subventions et l'harmonisation des règlements ;

- appelle à promouvoir les partenariats public-privé dans le secteur de l'élevage, des pêches et des semences ;
- propose le développement de mécanismes visant à renforcer les liens amont et aval des agriculteurs africains aux marchés. Cela souligne la nécessité d'adopter une approche en termes de chaîne de valeur inclusive en prenant appui sur le renforcement des organisations paysannes économiques et les arrangements contractuels ;
- appelle à la mise en place de réglementations favorisant le développement d'institutions financières pour l'agriculture et d'options de financements innovants.

19. Le groupe sur la promotion du commerce intra-africain :

- note que l'intégration commerciale régionale est un facteur clé et une opportunité pour le développement global du continent et que les accords commerciaux internationaux sont un élément important, mais pas suffisant pour atteindre cet objectif ;
- recommande que le soutien soit apporté pour à l'application effective des politiques commerciales existantes ; cela doit inclure des mécanismes pour assurer l'application des lois et règlements adoptés par les pays membres, le développement d'unions douanières au niveau des CERs, l'accélération de l'établissement de la zone de libre-échange continentale, le développement de capacités de négociations pour plus de flexibilité dans la gestion de l'instabilité et des pratiques concurrentielles dommageables au niveau des marchés internationaux ;
- appelle au développement de corridors de commerce ainsi que de la mise en place de guichets frontaliers uniques ;
- appelle à harmoniser et à appliquer des mesures non tarifaires ainsi que les mesures sanitaires et phytosanitaires et les questions de droit de propriété intellectuelle ;
- recommande l'amélioration de l'infrastructure rurale et des infrastructures transfrontalières ;
- a recommandé l'établissement de systèmes d'information sur les marchés ;
- presse les gouvernements de développer et mettre en œuvre des régimes commerciaux simplifiés pour les petits commerçants et les agriculteurs ;
- note le besoin d'intégrer des dimensions commerciales régionales dans les PNIA ;
- recommande l'amélioration des capacités pour intervenir sur les questions commerciales internationales, la formation d'acteurs des filières sur le commerce et les affaires.

20. Le groupe sur la construction de la résilience et la réduction de la vulnérabilité aux risques :

- reconnaît deux approches complémentaires à savoir: les mécanismes d'adaptation d'une part, et d'autre part les mesures de réduction des risques et des chocs en particulier destinées à l'amélioration du fonctionnement des marchés ;
- presse les gouvernements à mettre en œuvre des politiques économiques approfondies qui intègrent une approche globale y compris la régulation des relations entre les parties prenantes et les arrangements institutionnels de marché. Ces

politiques doivent inciter les investissements grâce à un environnement économique et financier plus stable et prévisible ;

- a noté la nécessité d'intégrer des stratégies d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques dans les plans d'investissement agricoles et de sécurité alimentaire nationaux et régionaux et de développer un cadre continental sur la gestion intégrée des risques en agriculture ;
- recommande la mise en place (à travers une lentille de genre) de mesures assurant l'accès à et l'adoption de la gestion des risques et des outils de renforcement de la résilience (y compris des filets de sécurité productifs) au niveau des ménages ;
- appelle à l'application en priorité de mesures favorisant l'intensification durable et les pratiques basées sur les éco-systèmes et intégrant le changement climatique.

21. Le groupe sur la responsabilité mutuelle :

- note l'importance de disposer de données de qualité pour mesurer les résultats de la mise en œuvre des engagements de Malabo ;
- appelle à la mise en place d'un système de responsabilité mutuelle face aux actions et résultats à tous les niveaux (national, régional et continental), avec un engagement à respecter un processus d'examen des progrès de façon systématique et régulière en utilisant le cadre de résultats du PDDAA comme mécanisme de base ;
- presse les Etats membres de l'UA et les CER à s'approprier le cadre de résultats du PDDAA, d'identifier, de hiérarchiser et de se concentrer sur le suivi d'un ensemble d'indicateurs de base facilement mesurables de la croissance agricole et du développement, en vue de l'examen biennal ;
- recommande le développement ou le renforcement des capacités des systèmes de suivi et évaluation agricoles nationaux pour les rendre aptes à répondre aux besoins émergents et aux impératifs de la Déclaration de Malabo ;
- appelle en outre à harmoniser et à créer des synergies entre les systèmes statistiques et de redevabilité développés pour le PDDAA et d'autres processus qui lui sont liés ;
- demande aux Etats membres de renforcer les capacités pour le dialogue intra-pays afin de faciliter la responsabilité mutuelle, y compris les revues sectorielles conjointes et des évaluations.

MÉCANISMES DE MISE EN OEUVRE ET RÔLE DES INSTITUTIONS AFRICAINES

22. La réunion a souligné le changement de priorité pour la prochaine décennie en donnant la primauté à la mise en œuvre. A cet égard, les organisations africaines clefs impliquées dans la mise en œuvre du PDDAA aux niveaux national, régional et continental se sont engagées spécifiquement pour une réalisation concrète de la Déclaration de Malabo.

23. Le secteur privé :

- reconnaît que Malabo a des dispositions spécifiques pour le développement des chaînes de valeur, les marchés locaux, les partenariats public-privé et le commerce intra-africain ;
- note la relation complexe entre les gouvernements et le secteur privé et identifie des moyens spécifiques pour que les gouvernements puissent créer un environnement favorable et soutenir le secteur privé, notamment grâce à la fourniture d'infrastructures, à un cadre juridique pour opérer et la mise en place de mesures et politiques qui minimisent les risques d'affaires ;
- s'engage à retravailler sur les plans d'investissement (PNIA et PRIA) pour les rendre plus accessibles au secteur privé et bancables ;
- s'accorde à mettre en place une structure de coordination du secteur privé ou une plateforme (aux niveaux des pays, région et continent) permettant au secteur privé de s'exprimer d'une seule voix ;
- s'engage à considérer les impacts des investissements à travers un mécanisme permettant d'incorporer les aspects environnementaux ou sociaux dans les affaires.
- exprime sa volonté de travailler avec les gouvernements et les partenaires au développement sur des programmes concrets tels que le partenariat pour le contrôle de l'aflatoxine afin d'améliorer la qualité des produits africains commercialisables ;
- promet de contribuer à l'autonomisation des femmes en mettant un accent particulier sur le commerce informel dont c'est une activité importante pour de nombreuses femmes.

24. Les organisations agricoles :

- reconnaissent que la Déclaration de Malabo élargit la perspective pour les agriculteurs d'accroître la collaboration avec les gouvernements et d'autres acteurs pour le développement de l'agriculture ;
- s'accordent pour accroître la sensibilisation des agriculteurs à la Déclaration et de plaider pour que les gouvernements se l'approprient aux niveaux national et infra-national en mettant en place les structures et instruments légaux et de régulation adéquats ;
- s'engagent à développer conjointement et à mettre en œuvre des programmes pour l'autonomisation des femmes et de mobiliser des soutiens financiers et techniques à travers des instruments tels que la création d'un Fond de développement des femmes, la recherche sur la compréhension de l'impact du développement des droits des femmes, le soutien politique à l'autonomisation des femmes et la publicité autour d'exemples de succès d'organisation de producteurs agricoles.

25. La société civile :

- reconnaît Malabo comme un élément fédérateur qui offre une vision globale pour assembler les efforts disparates des acteurs étatiques et non étatiques ;

- note que la Déclaration de Malabo – par son engagement sur la croissance inclusive - fournit un moyen essentiel pour mettre l'accent sur les groupes vulnérables et marginalisés;
- s'engage à participer au système de responsabilité mutuelle avec les acteurs étatiques et l'ensemble des acteurs non-étatiques autour d'un agenda commun et de mettre l'accent sur l'action et les résultats vérifiables ;
- se réengage à promouvoir l'inclusion (en se concentrant particulièrement sur les groupes marginalisés) et à réorienter ses programmes et activités pour les aligner étroitement avec les engagements de la société civile. Cela inclut le soutien aux femmes africaines de façon tangible en contribuant à des initiatives de renforcement des capacités pour le renforcement des compétences de base sur la production, la formation en leadership, les liens avec le marché, la recherche, le soutien à l'accès au financement et en donnant l'occasion aux femmes de porter leur voix au sein des instances locales et internationales ;
- s'engage dans un partenariat véritable et significatif et un dialogue avec d'autres acteurs et en particulier dans le cadre nouvellement formé de la coalition des acteurs non étatiques ;
- s'engage à jouer un rôle essentiel en facilitant le travail de plaidoyer sur la déclaration de Malabo.

26. Les organes de gouvernement

- reconnaissent que la Déclaration de Malabo fournit une impulsion et une injonction pour accélérer la mise en œuvre du PDDAA, notamment en mettant l'accent sur les allocations financières publiques durables au secteur agricole ;
- notent que compte tenu de la diversité sociale et économique des pays, la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo devra être contextualisée en fonction de la situation spécifique de développement des pays; par exemple, un soutien accru à l'élaboration de plans d'investissement agricole à l'échelle sous-nationale est nécessaire dans les pays où existent des systèmes de gouvernance décentralisés ;
- s'engagent à approfondir la mise en œuvre des plans d'investissement et des mesures nécessaires de politique économique dans les quatre domaines définis par la Stratégie et la feuille de route pour la mise en œuvre de Malabo ;
- promettent de renforcer les systèmes de suivi, d'évaluation et de redevabilité à tous les niveaux, et à cet égard, le cadre de résultats du PDDAA sera un outil précieux pour compléter les processus existants dans les stratégies nationales de développement ;
- s'engagent à incorporer des objectifs pour l'autonomisation des femmes et à faciliter l'organisation et la formation de groupes pour les femmes pour s'assurer que leur voix soit entendue à tous les niveaux ;
- s'engagent à améliorer la coordination verticale (entre niveaux sous-national et national) et horizontale (entre les secteurs) des structures de mise en œuvre du PDDAA ;

- s'engagent à définir, identifier et travailler avec tous les acteurs aux différents niveaux pour assurer que toutes les parties prenantes jouent leur rôle en termes de mise en œuvre sur le terrain en renforçant les consultations de bas en haut, en sensibilisant et favorisant 'appropriation du PDDAA ;
- s'engagent à travailler avec les partenaires au développement pour s'assurer que les ressources reflètent les besoins et les priorités des pays, en mettant l'accent sur les femmes.

27. Les Communautés économiques régionales :

- se félicitent de la Déclaration de Malabo comme cadre permettant d'harmoniser les plans d'investissement agricoles nationaux et régionaux et les politiques;
- soulignent la nécessité d'un changement de mentalité au niveau régional avec la définition claire des responsabilités au niveau national précisant les rôles de toutes les institutions impliquées dans la mise en œuvre du PDDAA ;
- s'accordent pour organiser des réunions régionales régulières pour la mise en œuvre accélérée de la Déclaration; et pour renforcer la coordination du travail entre les niveaux national et régional ;
- s'accordent pour revoir les approches actuelles et identifier les lacunes dans la mise en œuvre de la Déclaration ;
- s'engagent à établir des plateformes multidisciplinaires et multisectorielles;
- s'engagent à accroître leur soutien aux réformes foncières en particulier par les lois d'harmonisation et le changement de mentalité pour promouvoir l'accès des femmes à la sécurité d'accès à la terre, à réviser les lois du crédit discriminatoires envers les femmes, à renforcer les capacités de soutien aux femmes en particulier sur les compétences en affaires, à développer et mettre en œuvre des politiques qui augmentent la disponibilité du capital pour les agricultrices et à soutenir l'éducation pour tous, y compris les jeunes filles.

ARCHITECTURE DE PARTENARIAT ET DE COORDINATION

28. La 11ème PP du PDDAA a réaffirmé l'importance de respecter les principes de base du partenariat qui incluent l'analyse fondée sur des preuves, l'inclusion, la responsabilisation, la transparence, l'appropriation locale, la complémentarité et la subsidiarité. La réunion a proposé plusieurs nouveaux principes et a demandé à l'Agence du NEPAD et à la Commission de l'UA de mener un processus afin de les intégrer dans la structure de partenariat et de coordination du PDDAA. La réunion a appelé à un engagement renouvelé et à l'utilisation cohérente de ces principes pour la mise en œuvre au cours des 10 prochaines années. La PP a également appelé à un renforcement des structures et des systèmes de mise en œuvre, y compris des plates-formes de partenariat, des réunions d'affaires et des systèmes nationaux de redevabilité. Ces structures aident à organiser et à mobiliser en vue de la mise en œuvre. Le point de vue général s'est dégagé que les mécanismes de mise en œuvre du PDDAA doivent se concentrer sur l'élargissement des partenariats et des alliances nécessaires pour honorer les engagements de Malabo.

PROCHAINES ÉTAPES

29. Les recommandations et les engagements seront utilisés pour affiner les activités du programme de travail et concrétiser la Stratégie et feuille de route de mise en œuvre de Malabo;

30. La Commission de l'UA, l'Agence du NEPAD et les CERs vont utiliser le programme de travail pour engager les Etats membres de l'UA à mettre en œuvre la Déclaration de Malabo;

31. Un support dédié sera fourni aux Etats membres de l'UA et aux CERs pour s'approprier le cadre de résultats du PDDAA en vue de soutenir leurs priorités agricoles nationales et régionales et le processus d'examen biennal.